

CGT



RADIO FRANCE

Syndicat National de Radiodiffusion et de Télévision

Fédération Nationale des Syndicats du spectacle, de l'Audiovisuel et de l'Action Culturelle C.G.T.

La direction de Radio France a reculé !

Le retrait du NIS, il fallait le signer !

Exceptionnellement longue, 19 jours, cette grève a permis de déjouer une tentative d'éclatement de la convention collective de l'audiovisuel public. En outre, les bas salaires ont été substantiellement revalorisés, même si pour les autres la déception est certaine.

Cette grève s'est déroulée au moment où le gouvernement ne cesse de dire que notre convention collective est trop chère et obsolète et où le point d'indice est gelé pour la 8^{ème} année.

Cela n'est donc pas un hasard si la Direction de Radio France est restée arc-boutée sur le NIS jusqu'à l'intervention et la menace (hélas un peu tardives) d'extension de la grève à l'ensemble de l'audiovisuel public brandie par les secrétaires nationaux des syndicats de l'audiovisuel.

Car en réalité, l'enjeu pour la Direction était la mise en place d'un système salarial pour Radio France qui aurait mis en cause la convention collective et l'unité de l'audiovisuel public. C'est cet objectif très important pour la Direction et le gouvernement que nous avons combattu lors de cette grève parallèlement à la revendication des 310 points.

En signant le protocole de fin de grève nous avons obtenu des mesures salariales particulièrement pour les plus petits salaires.

En signant le protocole de fin de grève nous avons obligé la Direction à signer le renoncement à son NIS (la Direction est toujours co-signataire des protocoles de fin de grève).

Ne sous estimons pas la portée de ce résultat qui a été perçu par d'autres salariés extérieurs à Radio France comme une avancée considérable face aux attaques du gouvernement contre le Service Public.

C'est ce qui explique l'élan de solidarité manifesté à travers le grand nombre de signatures à l'Appel, les nombreux messages de soutien et la solidarité financière.

Nous ressortons renforcés par l'unité maintenue des salariés et des syndicats malgré les tentatives de division de la Direction, ses provocations et sa désinformation permanente.

C'est aussi là que nous puiserons nos forces pour aborder les négociations qui débiteront le 17 mai.

Paris, le 25 avril 2005